



Nicolas Hulot a participé hier dans le Var aux Rencontres du gouvernement. Un exercice que tous les ministres et secrétaires d'État - à quelques rares exceptions - devaient accomplir et même réussir., alors que la France est plongée clans un climat de contestation sociale.

Le ministre de la Transition écologique et solidaire savait que le public l'attendait sur la pollution de l'air, la réforme de la SNCF, les difficultés des agriculteurs et des éleveurs, la cohabitation avec le loup, les tortues d'Hermann... Si certains problèmes n'ont pas été réglés depuis des années, le but de ce dialogue est de faire remonter les choses, a-t-il précisé. avant de laisser les micros circuler dans le public qui n'a pas rempli toute la salle. Plusieurs personnes qui avaient demandé une invitation ne sont pas venues, selon la préfecture.

Balançon: « Non à sa prolongation! »

«Aimez-vous les agriculteurs?» l'interroge, un brin provocateur, Max Bauer, président de la Coordination rurale du Var et de Paca, évoquant le problème du loup et de la Politique agricole commune (Pac) qui entraîne une concurrence déloyale.

Oui, j'aime les agriculteurs, a répondu le ministre. mais si on vous payait pour protéger la biodiversité! En 2050. entre 40 et 50 % du vivant peut avoir disparu de la planète: les singes, mais également cette biodiversité que vous avez sous les pieds. C'est un enjeu universel.

La préservation de la biodiversité est aussi un enjeu de la politique de Nicolas Hulot. Il présente aujourd'hui à Marseille, sa stratégie de mobilisation» en la matière. Il se donne jusqu'à l'été pour évaluer s'il peut réussir ou pas, si on lui en donne les moyens et s'il reste au gouvernement.

Le président de la communauté d'agglomération dracénoise, Olivier Audibert Troin. a fait part de l'inquiétude de certaines collectivités à propos de la fermeture du site d'enfouissement des ordures ménagères du Balançon au Cannet-des-Maures, d'ici quelques mois, et du coût financier et écologique qu'elle engendrera pour leur transport très loin du département.

«Je ne suis pas très à l'aise sur ce sujet il n'y a pas grand-chose qui a été fait pour trouver une solution depuis des années, on a laissé faire les choses, a constaté Nicolas Hulot. Le tribunal administratif a demandé la fermeture du site. Ici, on souhaiterait une prolongation, qui obligerait à certaines habiletés juridiques, et je n'aime pas ça. » Pour le ministre, la solution est ailleurs: Il faut travailler sur l'amont, les filières, s'attaquer aux volumes et à la valorisation

des déchets. » Il a conclu: -Je ne suis pas favorable à la prolongation de ce site, sous les applaudissements d'une grande partie du public.

Le couac avec Mazaugues

Le ministre a eu plus de mal à apporter une réponse au maire de Mazaugues, Denis Lavigogne. contre la carrière de granulats qui veut s'installer sur sa commune, menaçant une réserve d'eau stratégique pour le Var. La municipalité et la Confédération Environnement Méditerranée viennent de perdre en appel. Appel fait par le ministère de l'Ecologie et le carrier, explique un Varois. Je vais voir ce que l'on peut faire à ce stade du dossier» a répondu Nicolas Hulot. provoquant la réaction immédiate de la députée LREM de la circonscription. Valérie-Gomez Bassac: Je suis fière d'être de la majorité, mais j'ai transmis le dossier à vos services il y a huit mois et j'ai vu vos conseillers il y a quinze jours, lâche-t-elle, quelque peu agacée, évoquant aussi les décharges sauvages notamment au Castellet, ou l'usine d'enrobés à Signes. Deux dossiers suscitant de fortes protestations.

Le ministre n'a pu que répondre qu'il allait regarder, dès mardi, le dossier de cette carrière de Mazaugues. De nombreuses personnes sont reparties frustrées de ne pas avoir pu poser leurs questions. notamment sur la qualité de l'air. Deux heures après son arrivée, Nicolas Hulot avait expédié son devoir ministériel.

La CGT en guise de comité d'accueil

Venu en avion, le ministre de la Transition écologique et solidaire était attendu, en gare des Arcs-Draguignan, par un comité d'accueil aux couleurs de la CGT et de quelques «Insoumis». Les responsables de l'organisation syndicale, très active dans le Var avec des mouvements ces dernières semaines dans divers secteurs. ont ainsi voulu mettre la pression au représentant du gouvernement. Toutes ces initiatives ont pour objet la contestation des politiques d'austérité avec leurs conséquences dramatiques pour les services publics et la cohésion sociale, rappelle François Tejedor, responsable régional de la CGT.

Et de poursuivre devant ses collègues: Le symbole Nicolas Hulot, c'est la représentation de l'écologie. Au gouvernement, il a la possibilité d'alerter sur tout ce qui se passe. il doit dire : "Ça suffit".

Il a pu le demander ensuite directement au ministre, puisqu'il a été le premier à prendre la parole dans le public: La question de l'écologie, on la partage à la CGT. Le transport est l'un des enjeux fondamentaux, notamment le transport de marchandises. Les gaz à effet de serre avaient baissé avec le Grenelle de l'environnement. Mais aujourd'hui, on a divisé par deux le nombre de marchandises transportées par rail, on se retrouve avec deux millions de camions

sur les routes en plus. La CGT est pour le développement durable ; cette réforme du ferroviaire est anti-écologique. Portez le message au président de la République. Nous avons un projet, il fait 44 pages, avec des propositions cohérentes et réalisables..

Nicolas Hulot a été clair: Je ne vois pas de perspective pour cette belle et grande entreprise, quand elle perd 3 milliards par an et qu'elle a une dette de 46 milliards. Pour l'instant on n'a aucune marge de manoeuvre pour évoluer. L'ouverture à la concurrence, ce n'est pas la privatisation. Si on veut effectivement réduire les gaz à effet de serre, il faut miser sur le train. Mais il y a une réforme à engager. Ce qu'il faut aussi, c'est préserver le sac à dos social [le statut. Ndlr], il n' a aucun doute là-dessus. Si l'ouverture à la concurrence du fret n'a pas donné les effets souhaités, c'est qu'il y a une concurrence déloyale du transport routier, il va falloir équilibrer les choses. Pour privilégier le rail, il faut remettre l'entreprise à niveau. A un moment, il faut être raisonnable.. Déçus par le propos. et en colère, les cheminots ont quitté la salle.